

**L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'EMPLOI ET DU SECTEUR INFORMEL  
AU CAMEROUN**

Projet de recherche  
Présenté au Réseau PEP

**Proposition MPIA 12659**

Par :

**NGOUANA KOUDJOU Serges Rodrigue**

[ngouanaserges@yahoo.fr](mailto:ngouanaserges@yahoo.fr)

&

**NANA DJOMO Jules Médard**

[jdjomo81@yahoo.fr](mailto:jdjomo81@yahoo.fr)

&

**NZEUYANG NZOUCKIO Carine Flore**

[nzeuyang@yahoo.fr](mailto:nzeuyang@yahoo.fr)

&

**MOUKAM Claudiane Yanick**

[yanickmclaudiane@yahoo.fr](mailto:yanickmclaudiane@yahoo.fr)

Cameroun

Juin 2014

## Sommaire

Résumé.....	2
1. Contexte et objectifs de recherche.....	3
2. Contribution scientifique de la recherche.....	4
3. Pertinence politique.....	5
4. Cadre théorique et méthodologique.....	6
4.1 Cadre théorique .....	6
4.2 Choix méthodologique .....	10
4.3 Simulations des chocs .....	12
5. Données de l'étude .....	15
6. Stratégie de communication et dissémination des résultats.....	16
7. Références bibliographiques .....	17
8. Les membres de l'équipe.....	21
9. Description et renforcement des capacités de recherche.....	23
10. Problèmes éthiques, sociaux, environnementaux ou de genre .....	24
11. Liste des projets passés, actuels soumis dans des domaines connexes impliquant un ou des membres de l'équipe .....	24

## Résumé

A la faveur de la réduction de la pauvreté, l'économie informelle est devenue un sujet de grande préoccupation. Cette préoccupation qui, dans un premier temps, s'est articulée autour de la définition du concept, des causes et des raisons de sa persistance s'est au fil du temps orientée dans le sens de l'interdépendance entre l'informel et la sphère formelle. La présente étude s'inscrit dans ce cadre et se donne pour objectif d'établir les rapports que l'économie informelle entretient avec l'économie formelle d'abord sur le marché du travail puis sur le marché des biens et services. En outre, pour mettre en exergue le volet social, nous examinons l'incidence de ces rapports sur la pauvreté. Sa conduite dans le cadre de l'économie camerounaise se justifie à plus d'un titre. En effet, la stratégie de l'emploi que le gouvernement camerounais s'est fixé dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ambitionne la création des emplois décents et une migration, à terme, des emplois informels vers les emplois formels<sup>1</sup>. L'efficacité des politiques prises dans ce sens, notamment la création des programmes spécifiques visant l'encadrement technique et financier des jeunes, passe par une meilleure connaissance des rapports que l'économie informelle entretient avec l'économie formelle tant sur le marché des facteurs (travail) que celui des produits (biens et services). L'approche méthodologique est relative aux modèles d'équilibre général calculable (MEGC) dont l'implémentation repose sur une matrice de comptabilité sociale (MCS) préalablement construite à partir des comptes nationaux (TRE et TCEI)<sup>2</sup> ; puis désagrégée à l'aide des données des enquêtes ECAM 3 et EESI 2 produites par l'Institut National de la Statistique.

**Mots clés :** Secteur informel, emploi informel, emploi formel, MEGC.

---

<sup>1</sup> Et ce, en raison de l'importance des actifs informels (90%) et du taux de sous-emploi (70%) dans l'économie camerounaise.

<sup>2</sup> TRE : Tableau Ressources –Emplois. TCEI : Tableau des Comptes Economiques Intégrés.

## **1. Contexte et objectifs de recherche**

Ces dernières années, les économistes ont eu un regain d'intérêt pour l'économie informelle, à la faveur de l'intensification de la recherche pour l'éradication, ou tout au moins la réduction, de la pauvreté à l'échelle mondiale en général et dans les pays en voie de développement en particulier (Islam, 2012 ; Xenogiani et al., 2009 ; Bacchetta et al., 2009 ; Cling et al., 2010). Ce regain d'intérêt, qui peut se justifier dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), a reçu un coup de fouet avec les crises financière et économique survenues à partir de l'année 2008, et dont les conséquences sur l'économie mondiale en termes d'emplois sont non négligeables.

L'attention de plus en plus portée sur l'économie informelle s'inscrit dans le cadre de l'optimisation des possibilités qu'offrent les pays en voie de développement en vue d'améliorer les conditions de vie de ses populations. Comme le précise Jutting et Laiglesia (2009), il s'agit d'exploiter au mieux la réalité des marchés du travail pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Par ailleurs, une amélioration soutenue du bien-être des agents économiques passe nécessairement par des emplois décents. Et pourtant, la majorité des emplois disponibles dans les pays en développement sont offerts dans le secteur informel et, de ce fait, se caractérisent par des conditions sociales particulièrement difficiles, ne permettant pas aux actifs dudit secteur de s'épanouir. L'informel apparaît dès lors comme un sujet de grande préoccupation.

Le débat sur l'économie informel s'est dans un premier temps focalisé sur la définition du concept et les raisons de sa persistance (AFRISTAT, 1998 ; CEA, 2007 ; OIT, 2003 ; Henley et al., 2006 ; AFRISTAT, 2009). Néanmoins, si l'on peut penser aujourd'hui que ce débat s'est quelque peu normalisé, il convient de relever que le circuit de connexion entre le formel et l'informel demeure assez flou. C'est dans ce sens que les analyses seront orientées dans ce travail. Pour notre part, il s'agit d'explorer un champ d'étude qui n'a fait l'objet jusqu'ici que de peu d'études (académiques et institutionnelles) alors que beaucoup de chercheurs s'accordent sur le poids sans cesse croissant du secteur informel dans les économies en voie de développement.

La conduite de la réflexion dans le cadre de l'économie camerounaise se justifie à plus d'un titre. En effet, en avril 2003, le gouvernement camerounais a entrepris de réviser sa stratégie

de réduction de la pauvreté (DSRP), en mettant un accent sur la croissance économique et l'emploi. Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui en est résulté, est centré sur l'accélération de la croissance, la création d'emplois formels et la réduction de la pauvreté.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête ECAM3 montrent que 90% des emplois sont pourvus dans le secteur informel (INS, 2009), tandis que le taux de sous-emploi se situe à plus de 70%. Pour faire face à cette situation, le gouvernement a mis sur pied une stratégie de l'emploi qui se fixe, entre autres, pour objectif de ramener le taux du sous-emploi à moins de 50% à l'horizon 2020. Aussi, on envisage une réduction considérable du secteur informel par le biais d'une migration des acteurs dudit secteur vers le secteur formel. L'atteinte de ces cibles que le gouvernement camerounais s'est fixé dans le DSCE passe par des décisions de politique économique dont le succès dépend inévitablement de la maîtrise du circuit économique et des rapports que les différentes sphères de l'économie entretiennent entre elles.

La présente étude s'inscrit dans ce cadre et se donne pour objectif d'élucider les différentes relations que le secteur informel entretient avec le secteur formel au Cameroun. Pour explorer ces relations, nous distinguons deux dimensions principales. D'abord, l'analyse des relations sur le marché du travail (mobilité intersectorielle de la main d'œuvre) ; ensuite, l'analyse de ces liens du point de vue des flux des biens et services (marché des biens et services). En outre, une évaluation de l'incidence de ces rapports sur la pauvreté est envisagée.

## **2. Contribution scientifique de la recherche**

Malgré la multiplicité des rapports relatifs aux enquêtes à vocation nationale (EESI, ECAM), l'analyse socio-économique du secteur et de l'emploi informel au Cameroun basée sur une approche scientifique n'est abordée que de façon marginale. Les différentes approches de l'économie informelle au Cameroun sont pour l'essentiel des évaluations quantitatives du phénomène (Walther, 2006), ou des approches focalisées sur un segment spécifique de celui-ci : fiscalité et équité (Backiny-Yetna, 2009), informel et éducation (Nguetse Tegoum, 2009) Efficiences de production du secteur informel non-agricole et réduction de la pauvreté (Bem et al., 2010).

De plus, bon nombre de ces études considèrent le secteur informel comme une entité homogène. Ce qui n'est pas moins discutable, en raison du fait que le secteur informel est profondément hétérogène et recouvre une diversité de segments, qui se distinguent par la nature des activités et les logiques qui sous-tendent les comportements des acteurs. Pour répondre à cette exigence, notre étude se propose d'analyser le secteur informel au Cameroun en tenant compte de sa diversité suivant les différentes branches d'activité.

Par ailleurs, à l'échelle internationale, l'économie informelle alimente le débat sur trois axes principales : la définition, les origines et les causes de l'économie informelle (OIT, 2003 ; AFRISTAT, 2009 ; Bacchetta et al, 2009), l'allocation sectorielle des facteurs entre l'économie formelle et l'économie informelle (De Soto, 1994 ; Maloney, 2004) et les contraintes institutionnelles qui cadrent les activités informelles. La présente étude est relative au second axe et, eu égard à son caractère empirique, s'inscrit dans la lignée des efforts analytiques nécessaire pour une meilleure compréhension de l'allocation des facteurs entre le secteur formel et l'informel. Il s'agit précisément de jeter les bases nécessaires à la conception des politiques adaptées au secteur informel en vue de son intégration à l'économie formelle.

### **3. Pertinence politique**

Les préoccupations relatives à la réduction de la pauvreté placent les politiques d'appui au secteur informel au cœur des stratégies de développement au Cameroun, au regard de sa prédominance sur le marché du travail. Dans ce cadre, les résultats de notre étude seront d'un apport considérable dans la mesure où ils permettront d'avoir une meilleure connaissance des liens qui lient le formel à l'informel. Ce qui constitue une opportunité pour mettre sur pied une bonne politique de mobilité intersectorielle en vue de faire migrer à terme les travailleurs du secteur informel vers le formel.

En effet, la stratégie de l'emploi consignée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) au Cameroun adresse la question de l'emploi en trois axes : l'accroissement de l'offre des emplois décents, la mise en adéquation de la demande d'emploi et l'amélioration de l'efficacité du marché du travail. En rapport avec ces orientations le gouvernement camerounais, à travers le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle d'une part, et le ministère de la jeunesse d'autre part a opté pour la mise sur

piéd<sup>3</sup> des programmes spécifiques devant permettre à terme de résorber le chômage des jeunes et encourager les migrations des acteurs de l'économie informelle vers le secteur formel.

Il s'agit principalement du Programme d'appui à la jeunesse rurale et urbaine (PAJER-U) qui a pour objectif de promouvoir l'insertion socioéconomique des jeunes par le biais d'un encadrement technique et financier ; et le programme intégré d'appui aux acteurs du secteur informel (PIAASI) dont l'objet principal est l'encadrement des jeunes du secteur informel en vue de leur migration vers le secteur formel. Dans le cadre de ces programmes, des ressources considérables<sup>4</sup> ont été injectées soit pour l'accompagnement technique des jeunes (formation) soit pour des appuis financiers dans le cadre des microprojets et des entreprises juniors.

L'atteinte des résultats que le gouvernement s'est fixé à travers ces programmes et bien d'autres dépend des rapports entre les secteurs informel et formel tant sur le marché des facteurs que celui des produits. C'est dire tout l'intérêt de la présente étude sur le plan de la politique économique. En somme, elle vise à éclairer le décideur sur les rapports que l'informel entretient avec le formel en vue d'améliorer l'efficacité des politiques gouvernementales en matière d'emplois et de réduction de la pauvreté.

## **4. Cadre théorique et méthodologique**

### **4.1 Cadre théorique**

Les liens entre l'économie informelle et l'économie formelle sont appréhendés au sein de la littérature suivant les grands axes d'analyses. Certains sont relatifs à l'allocation sectorielle de l'emploi entre le formel et l'informel tandis que d'autres s'inscrivent dans la logique macro-micro et s'interrogent sur l'incidence microéconomique du secteur informel.

Relativement à l'allocation sectorielle de l'emploi, l'on s'interroge sur les motivations qui amènent les agents économiques à œuvrer dans l'économie informelle. Ici, il s'agit précisément de voir si les agents économiques s'installent dans l'économie informelle par rationalité ou par contrainte. Sur ce point trois grands courants de pensée se dégagent : le courant dualiste, le courant structuraliste et le courant légaliste (Bacchetta et al. 2009).

---

<sup>3</sup> Et le renforcement.

<sup>4</sup> Estimées à plus de 20 milliards.

Le courant dualiste s'inscrit dans la lignée des travaux de Harris-Todarro (1970) et appréhende le secteur informel comme un secteur résiduel, refuge des agents économiques qui n'ont pas trouvé un emploi dans l'économie formelle. L'informel apparaît ainsi comme un secteur de subsistance qui doit son existence à la mauvaise conjoncture économique et, de ce fait, est appelé à disparaître progressivement avec le retour de la croissance économique. Le courant structuraliste, en revanche, d'inspiration marxiste, envisage l'économie informelle dans une vision concurrentielle tout en soulignant une certaine interdépendance entre le formel et l'informel (Moser, 1978 ; Portes et al., 1989). Toutefois, la relation qui lie l'économie formelle à l'informel est verticale et marque une subordination de l'informel vis-à-vis du formel. L'économie informelle fournit au secteur formel une main d'œuvre bon marché qui lui permet d'accroître sa compétitivité. Le courant légaliste aborde le secteur informel sur l'angle de fiscalité et justifie l'existence de celui-ci par une volonté délibérée de se soustraire à l'obligation fiscale. Précisément, ce courant nous enseigne que le secteur informel est constitué de micro-entrepreneurs qui préfèrent opérer de manière informelle pour échapper aux taxes (De Soto, 1994).

Quoiqu'il en soit, il faut dire que le secteur informel regroupe un ensemble d'entités économiques au caractère varié. Bien que la majeure partie de ces entités présente une forme de subsistance, il n'en reste pas moins vrai que bon nombre d'entreprises matures se retrouvent dans les rangs de l'informel. En effet, les travaux récents réalisés dans le cadre des pays en développement montrent que le rendement du capital serait assez élevé dans les micro-entreprises (De Mel et al., 2008 ; Kremer et al., 2008 ; Grimm et al., 2011). Ce qui amène à penser que ce secteur a un potentiel non négligeable qui lui donne l'opportunité d'aller au-delà des simples activités de subsistance.

Abordant le problème sous l'angle de la satisfaction des travailleurs du secteur informel, Razafindrakoto et al. (2012a) établissent, dans le cadre d'un certain nombre de pays africains au rang desquels Madagascar, que le secteur informel n'est pas moins apprécié que le secteur formel. En particulier, le secteur public apparaît comme le secteur le moins désirable. Néanmoins, l'optimisme qui peut naître à la suite de ces travaux réside dans la méthodologie employée par les auteurs. En effet, la variable d'intérêt dans cette étude est le « souhait de changer d'emploi » qui, en réalité, est une mesure très subjective. Pour pallier à cette insuffisance, Razafindrakoto et al. (2012b) analysent les déterminants du travail dans le secteur informel au Vietnam à partir de la satisfaction dans l'emploi et des projets de mobilité



vers d'autres types d'emplois. Cette approche originale permet de dépasser la prise en compte des seules rémunérations, voire d'un certain nombre de conditions de travail, pour embrasser toutes les dimensions liées à l'exercice d'un emploi, y compris leur lien avec les activités hors travail. Les auteurs trouvent que les emplois dans le secteur informel sont à la fois les moins rémunérés et ceux qui procurent le moins de satisfaction. Il y a lieu de penser ici que les emplois informels sont de « basse qualité » et, par conséquent, s'imposent aux acteurs dudit secteur par contrainte.

Maurizio (2012) se penche sur le lien entre informalité, précarité du travail et segmentation des revenus tout en mettant en exergue la relation entre informalité et pauvreté. L'étude porte sur quatre pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili et Pérou). L'auteur montre qu'il existe une corrélation positive entre informalité et pauvreté. Les travailleurs informels (y compris les salariés non déclarés du secteur formel) ont en moyenne un niveau d'instruction relativement moins important par rapport à ceux du secteur formel. De plus, ils se caractérisent par une prédominance des jeunes et de femmes exerçant pour la plus part dans les activités commerciales, la construction et les services à domicile.

Au-delà du débat relatif aux caractéristiques du marché du travail et les motivations qui soutiennent l'existence du secteur informel dans les pays en développement, il faut dire que la littérature fait état d'un certain nombre de travaux relatifs à l'évaluation de l'incidence économique du secteur informel. Certains<sup>5</sup> parmi eux abordent le problème dans le cadre de l'équilibre général, notamment les modèles d'équilibre général calculable (Kelley, 1994 ; Fortin et al., 1995 ; Cogneau et al., 1996 ; Montaud, 2000).

Kelley (1994) examine l'influence macroéconomique du secteur informel au Pérou à travers un MEGC multisectoriel. Le modèle de nature structuraliste que développe l'auteur fait l'hypothèse d'une différenciation de la production des secteurs formel et informel, aussi bien sur le marché des facteurs de production (input) que celui de l'output. Sur le marché du travail, l'auteur considère que le manque d'emploi dans le secteur formel alimente le secteur informel, le secteur informel apparaît alors comme un secteur résiduel. Ce dualisme du marché du travail amène l'auteur à postuler le plein emploi qui est entretenu par le secteur informel. En ce qui concerne le marché de l'output, on fait l'hypothèse d'une substituabilité

---

<sup>5</sup> Une part mineure.

imparfaite entre la production issue du secteur informel et celle issue du secteur formel. Les simulations faites par l'auteur montrent que le secteur informel réduit le multiplicateur keynésien. De plus, on enregistre une évolution contrastée des revenus entre les secteurs formel et informel. En désagrégant la production informelle, l'auteur met en évidence la réaction du secteur informel suite à des chocs économiques.

Montaud (2000) analyse le comportement de l'économie informelle dans le cadre de l'économie équatorienne. L'originalité de ses travaux repose sur la prise en compte de deux logiques différentes dans la conceptualisation du secteur informel : une conception dualiste et une conception concurrentielle. La première vision traite le secteur informel comme un ensemble d'activités de substance et, de ce fait, lui accorde une place marginale face au secteur formel. Dans la seconde vision, un poids un peu plus important est accordé à l'économie informelle qui, ici, est perçue comme un secteur concurrentiel face au secteur formel. Cette double conception en EGC a permis de simuler les réactions de l'économie équatorienne et, particulièrement de son secteur informel, face à des chocs d'ordre macroéconomique. L'auteur arrive à un résultat mitigé quant à l'incidence des simulations de politiques économiques sur la vision dualiste par rapport à la vision concurrentielle. En outre, l'auteur relève que le rôle des activités informelles n'est pas uniquement de palier à la pauvreté : la branche informelle est affectée de façon significative par les chocs macroéconomiques, ce qui a une incidence non négligeable sur la politique à mettre en œuvre pour la relance de l'activité économique en Equateur.

Le secteur informel camerounais a fait l'objet d'une modélisation dans le cadre d'un certain nombre de travaux de recherche dont les principaux sont ceux de Fortin et al. (1995), Cogneau et al. (1996). L'application numérique du MEGC mis sur pied par Fortin et al. (1995), dans le cadre de l'économie camerounaise montre que l'économie informelle y est caractérisée par un dualisme d'évasion. La particularité de ces travaux repose sur la segmentation du marché du travail pour faire ressortir les trois types de dualisme qui caractérisent le marché du travail dans les pays en voie de développement notamment le dualisme salarial, le dualisme d'échelle et le dualisme d'évasion<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Dualisme salarial : inégalités des salaires à qualification identique ; dualisme d'échelle : discontinuité dans la distribution par taille des entreprises (les entreprises informelles sont en général de petite taille contrairement aux entreprises formelles qui sont grandes de taille, d'où la discontinuité) ; dualisme d'évasion : immersion des activités pour échapper aux contraintes légales (fiscalité).

En revanche, Cogneau, et al. (1996) supposent que l'informel et le formel constituent deux secteurs de production différents même s'ils produisent des biens substituables. Cette considération conduit à appréhender le secteur informel beaucoup plus dans un cadre concurrentiel et crée, de ce fait, la ligne de démarcation entre ces travaux par rapport à ceux de Fortin et al. (1995). Pour Cogneau et al. (1996), il est question de construire un MEGC pour évaluer l'impact de l'ajustement budgétaire et monétaire mis sur pied au lendemain des PAS<sup>7</sup> et la dévaluation de 1994. Les auteurs arrivent à la conclusion selon laquelle la production et l'emploi du secteur informel sont contra-cycliques, tandis que le revenu réel par tête apparaît peu sensible à la conjoncture des revenus formels.

A partir d'un MEGC, Agenor et al. (2003) proposent un cadre macroéconomique quantitatif développé par la Banque Mondiale dans le but précis d'analyser l'impact de politiques et de chocs exogènes sur la distribution du revenu, l'emploi et la pauvreté. Cette approche insiste sur la segmentation du marché du travail (soit par législation soit par les prises de décisions des firmes), le rôle de l'emploi informel dans la transmission des chocs exogènes aux pauvres, ainsi que les effets défavorables de la dette extérieure sur les initiatives privées pour l'investissement. Cloutier et al. (2005) proposent un MEGC pour évaluer les répercussions de certaines politiques publiques en matière d'éducation sur le bien-être, la pauvreté et la redistribution de revenus au Vietnam. Les auteurs introduisent une dotation en main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée des ménages qui est flexible pour chaque catégorie de ménage, ce qui fait que les ménages peuvent modifier la composition de la force de travail du ménage en consacrant davantage de temps à l'école.

## **4.2 Choix méthodologique**

Comme nous l'avons relevé précédemment, ce travail ambitionne d'évaluer les relations que l'économie informelle entretient avec les autres sphères de l'économie. Deux axes d'analyse retiennent notre attention : le premier est relatif au marché du travail où nous mettrons en exergue la mobilité intersectorielle de la main d'œuvre ; tandis que le second concerne le marché des biens et services sur lequel nous analyserons les facteurs de production ainsi que les produits. L'intérêt étant d'estimer l'impact de ces relations sur l'incidence de la pauvreté. Les analyses ainsi envisagées sont bien complexes et touchent des aspects considérables du

---

<sup>7</sup> Programme d'ajustement structurel.

circuit économique. De plus, elles intègrent simultanément les considérations d'ordre microéconomiques et macroéconomiques. Cette complexité nous amène à envisager l'étude dans le cadre d'un modèle d'équilibre général, notamment les Modèles d'Equilibre Général Calculable (MEGC) qui sont mieux appropriés pour traiter des problématiques économiques au spectre large.

Les travaux antérieurs qui analysent l'économie informelle dans le cadre de l'économie camerounaise suivant la méthodologie des MEGC, en l'occurrence les travaux de Cogneau et al. (1996), s'inscrivent dans un contexte de crise des années 1990 pour analyser le rôle du secteur informel. Les données utilisées portent sur les enquêtes sur le marché du travail et sur le secteur informel menées dans la ville de Yaoundé, en février 1993 et en Mai 1994. En raison de la couverture géographique particulièrement réduite, il est évident que les projections faites en vue d'extrapoler les résultats à l'échelle nationale peuvent être entachées de biais. L'incidence de ces biais repose essentiellement sur la Matrice de Comptabilité Sociale construite. Pour pallier à cette insuffisance, la présente étude prend appui sur les enquêtes à vocation nationale, réalisées par l'Institut National de la Statistique au sujet du secteur informel, notamment les Enquêtes sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) et les enquêtes sur les conditions de vie des ménages (ECAM).

Le cadre méthodologique qui sert d'ancrage à ce travail repose sur une hypothèse théorique préalable, inspirée des travaux de Montaud (2000). Celle-ci considère que la segmentation observée sur les marchés du travail camerounais s'explique plus par l'hétérogénéité de la demande de travail (et donc l'hétérogénéité des processus de production) que par la segmentation de l'offre de travail. Cette hypothèse implique alors d'orienter l'analyse beaucoup plus du côté des unités de production informelles que du côté des actifs informels.

Une analyse en terme de secteur de production autorise l'utilisation des concepts traditionnels de la Comptabilité Nationale et notamment le concept de branches. Dans un tel cadre, il devient envisageable de construire les comptes d'opérations des "branches informelles" pour appréhender, dans une perspective macroéconomique, les logiques de fonctionnement spécifiques de ce secteur. Il est également impératif d'envisager plusieurs conceptions macroéconomiques du secteur : (i) en terme d'emploi, afin de pouvoir identifier parmi les actifs informels, les groupes les plus vulnérables puis comprendre à travers la mobilité intersectorielle quelle politique adoptée pour attirer les travailleurs du secteur informel pour le

formel ; (ii) en terme de relation entre les secteurs, pour appréhender les relations qui existent entre les différents secteurs (formel et informel) sur le marché des biens et services.

Sur le marché des biens, on fait l'hypothèse d'une substituabilité entre les biens produits dans le système formel et ceux produits dans le système informel. Ce qui permet une compensation plus ou moins importante des effets volume par les effets prix à la suite d'un choc, le degré d'ajustement étant fonction de la substituabilité entre les biens et la flexibilité des prix. Quoiqu'il en soit, une présentation détaillée du modèle est consignée dans le document annexe ci-joint.

En outre, il convient de noter que nous nous intéressons essentiellement au modèle concurrentiel ; et ce, au moins pour trois raisons : premièrement, la structure des comptes nationaux au Cameroun cadre mieux avec la vision concurrentielle ; deuxièmement, il faut relever qu'un rapprochement entre les modèles concurrentiel et dualiste peut se faire automatiquement suite à une analyse de sensibilité de certains paramètres (élasticités) du modèle ; enfin, le modèle dualiste envisage une distinction des emplois des produits suivant l'origine : formel et informel, ce qui n'est pas évident ou, tout au moins, n'est possible qu'en présence d'un certain nombre d'hypothèses non moins discutables.

### **4.3 Simulations des chocs**

Les différents chocs que nous envisageons simulés dans le cadre de cette étude s'inscrivent de manière large dans le cadre de la politique gouvernementale, précisément les directives consignées dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) élaboré par le ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire et qui reste le cadre de référence de l'action gouvernementale. Ainsi, nous simulerons différents scénarii de chocs de croissance sectorielle identifiée, notamment :

- ❖ *augmentation de 10% de la masse salariale dans le secteur formel* (en rapport avec les changements des grilles salariales, changement des conventions salariales dans certains secteurs d'activité, pression à la hausse exercée par les syndicats, valorisation des salaires en 2008 dans le secteur public) ;

- ❖ *augmentation de 10% de l'emploi formel* (notamment le recrutement de 25000 jeunes dans la fonction publique lancé par le gouvernement, lancement des grands projets censés stimuler l'offre d'emplois formels) ;
- ❖ *réduction de 10% des taux d'imposition sur la valeur ajoutée formelle* (cette hypothèse s'inscrit dans le cadre des lois de finance notamment les baisses de taux d'imposition envisagées pour certains produits en l'occurrence les produits de première nécessité) ;
- ❖ *l'ajustement par l'extension de l'impôt aux établissements informels* (sous l'hypothèse qu'un meilleur suivi du secteur informel peut revaloriser le volume des impôts, par exemple par l'encadrement du monde des moto-taxis dont les textes ministériels ont déjà vu le jour, recensement d'autres activités informelles puis recouvrement de la taxe minimale notamment l'impôt libérateur, extension de la répression fiscale aux micro-activités) ;
- ❖ *une hausse des transferts en capital destinés aux entreprises informelles* (dans ce cadre, nous faisons allusion aux différentes politiques de soutien à la petite entreprise mis sur pied aussi bien par le ministère de la jeunesse que le ministère de l'emploi, à travers les programmes PIAASI, PAGER-U, etc.).

Dans ce qui précède, nous envisageons un ensemble de simulations qui portent, à incidence variable, sur le marché du travail et sur le marché des biens. Il faut relever qu'une augmentation du taux de salaire dans le secteur formel (simulation 1) a un double effet sur le secteur informel : d'abord sur le marché du travail puis sur le marché des biens. Sur le marché du travail, compte tenu du fait que les effectifs restent fixes, on assiste juste à un relèvement du taux des salaires dans le formel qui va d'ailleurs s'écarter davantage de celui du secteur informel. En revanche, sur le marché des biens, les mouvements sont plus perceptibles. En effet, la hausse du niveau des salaires formels entraîne une augmentation des revenus des ménages et donc une hausse de la demande des produits aussi bien formels qu'informels (compte tenu de la substituabilité des deux biens prônés par le modèle). La productivité et le volume de l'emploi étant restés fixes, on observe une demande excédentaire. Pour rétablir l'équilibre, les prix sont obligés de grimper. En somme, la hausse des salaires formels entraîne, toute chose égale par ailleurs, une hausse des prix sur le marché des biens.

Les choses sont quelques peu autrement lorsque l'on a une politique visant plutôt l'augmentation de l'emploi formel. En effet, une augmentation de l'emploi formel (comme ce

fut le cas avec le recrutement des 25 000 jeunes dans la fonction publique (simulation 2)) entraîne une mobilité d'une fraction des travailleurs du secteur informel dans le secteur formel mieux rémunéré, il s'en suit une hausse des revenus des ménages. Sur le marché des biens, on assiste à une offre excédentaire des biens formels et une offre déficitaire des biens informels, il s'en suit un ajustement par le prix compte tenu de la substituabilité entre les biens. Quoiqu'il en soit il faut relever que l'ampleur de la compensation des effets prix par les effets volume dépend du degré de substituabilité entre les biens. Cet aspect sera davantage mis en exergue dans les simulations.

En ce qui concerne les simulations se rapportant aux charges productives relatives à l'Etat (réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (simulation3)), il convient de relever que celle-ci vise à évaluer l'impact des distorsions introduite par le système fiscal sur le marché des biens et services. L'effet immédiat d'une diminution du taux d'imposition de la VA est la diminution des prix à la consommation des biens formels et l'augmentation de la compétitivité desdits produits par rapport aux importations. Cette mesure ne profitera pas seulement à la sphère formelle (via l'accroissement de la production) ; à terme, on assistera également à une hausse de la demande de travail formel, ce qui pourra engendrer la mobilité d'une fraction des travailleurs de l'informel vers le formel.

#### ❖ **Implications des simulations sur la pauvreté**

Les modèles de micro-simulation associés au modèle EGC permettent d'étudier les effets d'une politique économique au niveau des ménages observés dans l'échantillon. L'avantage de cette technique est de pouvoir prendre en compte de l'hétérogénéité des ménages, aussi bien dans leurs structures de revenus que dans leurs structures de dépenses observées dans l'enquête ménages. Ceci n'est pas possible avec une approche par agents représentatifs. Ce type de modèle combinant le module EGC et micro-simulation permet d'étudier l'impact d'une politique économique sur le revenu (ou la dépense) réel de chaque ménage. En effet, le modèle nous permet d'obtenir de nouveaux vecteurs revenu et vecteurs dépense après chaque simulation de politiques économiques effectuées et donc fonction des nouveaux vecteurs de prix (prix des facteurs et prix des biens et services). Pour chaque vecteur, nous avons tenu compte du poids du ménage, et pour chaque simulation le seuil de pauvreté est considéré comme endogène. Il est donc possible de ré-estimer pour chaque scénario les indices de pauvreté.

L'analyse de pauvreté sera faite à l'aide des indices usuels de Foster, Greer et Thorbecke (1984). Il s'agit de l'incidence ( $\alpha=0$ ), la profondeur ( $\alpha=1$ ) et la sévérité ( $\alpha=2$ ) de la pauvreté. En ce qui concerne la distribution des revenus, nous avons retenu l'indice de Gini pour mesurer les inégalités au sein des différents groupes de ménages. Quatre groupes de ménages ont été identifiés d'une part en tenant compte du milieu de résidence (urbain et rural) et du statut de pauvreté du chef de ménage à l'issue d'ECAM3 (pauvre et non pauvre). Nous supposons que la variation du revenu moyen est constante au sein des ménages d'un même groupe.

## **5. Données de l'étude**

Pour mener à bien cette étude une Matrice de Comptabilité Sociale dite « MCS macro » a été préalablement construite sur la base des données issues des comptes nationaux notamment le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE), le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI) et certaines extractions particulières dans la base des comptes. Il s'agit des extractions nécessaires pour construire certains comptes spécifiques de la MCS comme le compte des revenus (en particulier les transferts entre secteurs institutionnels). La « MCS Macro » a été ensuite désagrégée suivant les besoins de l'étude à partir des ratios calculés sur la base des informations issues des enquêtes originales notamment les enquêtes EESI 2010 et ECAM 2007. Aussi, il convient de préciser que les comptes nationaux au Cameroun intègrent dans leur processus d'élaboration une différenciation des modes de production, ce qui permet de prendre en compte, de manière explicite, les activités relatives à l'économie informelle. Le détail sur la méthodologie de construction de la MCS ainsi que la MCS proprement dite est consultable dans le document annexe.

### *Calibrage du modèle*

Un certain nombre de paramètres relatifs aux relations économiques, notamment celles qui ont trait aux équilibres comptables seront déduites de manière empirique à partir de la MCS. Celles relatives aux relations de comportements des agents économiques tels que les élasticités de substitution et autres paramètres exogènes pourront être empruntés à la littérature, tout en gardant à l'esprit que ceux-ci doivent être choisis de sorte que la solution d'équilibre du modèle reproduise les données de référence, c'est-à-dire, les données de l'année 2008. Il convient aussi de noter que les travaux seront réalisés à l'aide d'un logiciel d'optimisation précisément GAMS (General Algebraic Modeling System).



## **6. Stratégie de communication et dissémination des résultats**

L'objet de la recherche en sciences économiques est d'éclairer les décideurs dans la prise des décisions de politique économique en vue d'une meilleure efficacité de celles-ci. Ainsi, l'utilité des résultats d'une recherche dépend de sa vulgarisation. C'est pour répondre à ce principe que le présent projet met un accent particulier sur la communication et définit une stratégie de communication axé sur deux volets : le premier est relatif aux consultations préliminaires des structures nationales en charge des questions d'emploi et particulièrement d'emploi informel au Cameroun. Ces consultations visent à imprégner celles-ci de l'étude ainsi que ses orientations afin qu'elles s'en approprient. Outre l'Institut National de la Statistique où les membres du projet sont naturellement les points focaux, il faut dire que les structures les plus impliquées dans la prise de décisions relatives aux questions d'emploi au Cameroun ont fait l'objet desdites consultations :

- le ministère de la jeunesse à travers le projet PAJER-U, où nous avons rencontré le coordonnateur National qui nous a confié son assistante de direction (Madame MEZOU Thérèse Nicole) comme point focal ;
- le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle à travers le coordonnateur national du projet PIAASI qui a désigné son chef de service appui au financement (Monsieur SIMO Germain, tel : 96044134), comme point focal ;
- le Fonds National de l'Emploi (FNE) où le « chef de service emploi indépendant » est notre point focal. Tel : +237 22 23 00 62 / 22 23 41 34 ;
- le ministère du travail et de la prévoyance social où Dr ABBA Ibrahim, sous-directeur de la coopération (tel : 22 23 60 53) est notre point focal ;
- Le ministère de l'économie, de la Planification où Monsieur Wawo Rodrigue, chargé d'études assistant à la DGE, est notre point focal.

Aussi, nous envisageons des séances de travail sous forme de groupe de travail au sein desquelles les résultats des travaux pourront être discutés au gré de l'évolution de ceux-ci. Il s'agit précisément de regrouper, en temps opportun, les différentes parties prenantes au sein d'un même espace géographique pour non seulement une confrontation des idées, mais aussi une appropriation progressive des résultats de l'étude.

Le second volet concerne, à terme, la diffusion des résultats de la recherche. Celle-ci s'articule autour de trois points : l'organisation d'une conférence publique, la vulgarisation sur le plan académique et l'utilisation des supports de communication divers.

En ce qui concerne la conférence publique, elle vise à réunir au sein d'une plate-forme toutes les entités plus ou moins intéressées par l'économie informelle et les questions d'emplois. Nous faisons allusions ici aux entités étatiques tels que : le ministère de l'emploi (PIAASI), le ministère de la jeunesse (PAJER-U), le ministère du travail et de la prévoyance social, le ministère de l'économie et de la planification, l'Institut national de la statistique, le Fonds national de l'emploi etc. ; les chercheurs des différents centres de recherche notamment ceux du CEREG (Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion) et du REMA (Recherche en Micro-économie Appliquée). Y seront également conviés les acteurs de la société civile et la presse nationale (privée et publique). Dans le cadre de cette conférence, une présentation power-point des travaux sera faite accompagnée d'une distribution des dépliants qui résume les travaux, avec un espace réservé pour une brève présentation du PEP et ses missions.

Pour ce qui est de la vulgarisation sur le plan académiques, celle-ci consiste à mettre les résultats de la recherche à la disposition des chercheurs présents et futurs notamment le dépôt des exemplaires du document final au sein des bibliothèques du CEREG et du REMA. En outre, le travail pourra faire l'objet de discussions dans les séminaires scientifiques nationaux et internationaux puis sera soumis dans une revue qualifiée en vue de sa publication. La version originale ainsi qu'un résumé (policy brief) seront présentés sur le site du PEP.

## **7. Références bibliographiques**

**AFRISTAT** (1999), *concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel*, Série Méthodes n°2, Bamako, Décembre.

**AFRISTAT** (2009), «Actes du séminaire international sur le secteur informel en Afrique (SISIA) 2008 : instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales», Tomes 1 et 2, Bamako.

**Agenor, P.R, Izquierdo, A. and Fofack, H.** (2003), « IMMPA: A Quantitative Macroeconomic Framework for the Analysis of Poverty Reduction Strategies », *World Bank, Policy Research Working Paper*.

**Arnaud, M.** (1993), *L'urbanisation en Afrique de l'Ouest - Mécanismes et logiques*, WALTPS, Document de travail n° 8, Paris.

- Asselin, L.M.** (2009), *Analysis of Multidimensional Poverty: Theory and case studies*, Springer.
- Bacchetta, M., Ernst, E. and Bustamante, J.P.** (2009), *Globalization and Informal Jobs in Developing Countries: A joint study from the International Labour Organization and the WTO*, ILO WTO, Geneva.
- Backiny-Yetna, P.** (2009), « Secteur informel, fiscalité et équité, l'exemple du Cameroun », *STATECO* No. 104, pp. 91-108.
- Bacchetta, et al.** (2009), *Globalization and Informal Jobs in Developing Countries*, OIT et OMC, Genève.
- Bargain, O. and Kwenda, P.** (2010), "Is Informality Bad? Evidence from Brazil, Mexico and South Africa", *IZA Discussion Paper*, IZA DP No. 4711.
- Beaujeu, R., Kolie, M., Sempere, J-F. et Uhder, C.** (2011), « Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne », *AFD, A Savoir*, n° 5, pp. 1-217.
- Bellache, Y.** (2010), « L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages- le cas de Bejaia » Thèse de doctorat, En co-tutelle, *Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Créteil & Faculté des Sciences Economiques, des Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales de Bejaia*, 250 p.
- Bem, J., NguetseTegoum, P.J., SamoTcheeko, T.M. et Essoh, J.** (2010), « Efficience de Production du Secteur Informel Non-Agricole et Réduction de la Pauvreté au Cameroun », *Réseau PEP*.
- Bosch, M., and Maloney, W.F.** (2010), « Comparative analysis of labor market dynamics using markov processes : An application to informality », *Labour Economics*, Vol. 17, N° 4, pp. 621-631.
- Bourguignon, F., De Melo, J. et Suwa, A.** (1991), "Model ling the effects of adjustment programs on income distribution", *World Development*, Vol. 19, No. 11, pp. 1527-1544.
- Castells, M. et A. Portes** (1989), "World Underneath: The Origins, Dynamics, and Effects of the Informal Economy", in PORTES, A. (Ed), *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, John Hopkins University Press, Baltimore.
- CEA** (2007), « Le secteur informel : définition, concept et poids dans les économies africaines », Addis-Abeba.
- Charmes, J.** (1997), *Le secteur informel en Afrique, une croissance qui n'est pas forcément signe de marginalisation*, Ensaio Fee, Porte alegre, Brésil, Document web.
- Chen, M.A.** (2005), Rethinking the informal economy - Linkages with the formal economy and formal regulatory environment, *UNU-WIDER Research Paper*, 2005/10.
- Cibois, P.** (1983), *L'analyse factorielle*, PUF, Paris.
- Cling, J-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F.** (2012), *L'économie informelle dans les pays en développement*, Conférences & séminaires, N° 6, 366 p.
- Cloutier, M.H., Cockburn, J. et Decaluwe, B.** (2005), « Education et pauvreté au Vietnam : une analyse en équilibre général calculable », *Miméo*. Université Laval Québec Canada.
- Cogneau, D., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F.** (1996), « Le secteur informel urbain et l'ajustement au Cameroun », *Revue d'économie du développement*, Vol. 3, pp. 27-63.
- De Mel, S., McKenzie, D. and Wooddruff, C.** (2008), « Returns to Capital in Microenterprises : Evidence from a Field Experiment », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 123, N° 4, pp. 1329-1372.
- De Soto, H.** (1989), *The other pat, The Invisible Revolution in the Third World*. New York, Harper and Row.

- De Soto, H.** (1994), *L'autre sentier, la révolution informelle dans le tiers monde* (traduit de l'espagnol par Martine Couderc), La Découverte, Paris.
- Décaluwé, B., Dumont, J.C. et Savard, L.** (1999), *Mesurer la pauvreté et les inégalités dans un modèle d'équilibre général calculable*, CREFA, Université de LAVAL, Canada.
- Decaluwé, B., Patry, A., Savard, L. et Thorbecke, E.** (1998), *Poverty Analysis Within a General Equilibrium Framework*, CREFA, Université de LAVAL, Canada.
- Emini, C., Cockburn, J. et Décaluwé, B.** (2005), *The poverty impacts of the Doha Round in Cameroon: the Role of Tax Policy*, PEP.
- Emini, C., Ongolo, V., Kanmi, D. et Tadjuidje, M.** (2006), *Décomposition des effets des politiques économiques sur l'évolution de la pauvreté au Cameroun : Une analyse en équilibre général micro-simulé avec double-calibration*, PEP.
- Fajnzylber, P., Maloney, W. and Rojas, G.M.** (2006), « Microenterprise dynamics in developing countries : How similar are they to those in the industrialized world ? Evidence from Mexico », *The World Bank Economic Review*, Vol. 20, N° 3, p. 389.
- Falco, P., Kerr, A., Rankin, N., Sandefur, J. and Teal, F.** (2010), "The Returns to Formality and Informality in Urban Africa", *CSAE WPS.2010-03*, Oxford.
- Fields, G.S.** (1990), *Labour market modelling and the urban informal sector: Theory and evidence*, in *The Informal Sector Revisited*, Paris, OCDE.
- Fields, G.S.** (2004), *A Guide to Multisector Labor Market Models*, Paper prepared for the World Bank Labor Market Conference.
- Fields, G.S.** (2005), "A guide to multisector labor market models", *World Bank Social Protection Discussion Paper*, n°0505.
- Filmer, D. and Pritchett, L.** (1998), "Estimating Wealth Effects Without Expenditure Data-Or Tears", *Policy Research Working Paper* n° 1994, Washington, DC: World Bank.
- Ghose, A.K., Majid, N. et Ernst, C.** (2008), *The global Employment Challenge*, ILO, Genève.
- Gong, Xiaodong, Van Soest, Arthur, Villagomez, Elizabeth** (2004), "Mobility in the Urban Labor Market: A Panel Data Analysis for Mexico", *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 53, N° 1, pp. 1-36.
- Grimm, M., Lay, J. and Krüger J.** (2011), Barriers of entry and capital returns in informal activities : Evidence from Sub-Saharan Africa.
- Harris, J.R. and Todaro, M.P.** (1970), Migration, Unemployment and Development: A Two Sector Analysis, *American Economic Review*, March, pp. 126-142.
- Henley, A., Reza Arabsheibani, G. and Cameiro, F.G.** (2006), "On Defining and Measuring the Informal Sector", *World Bank Policy Research Working Paper* 3866. Washington, D.C.
- Hussmans, R., Mehran, F. and Verma, V.** (1990), *Surveys of economically active population, employment, unemployment and underemployment*, an ILO manual of concepts and methods, ILO, Geneva, 1990.
- ILO** (2002), *Women and men in the informal economy, A statistical picture*, International Labour Office, Employment sector, Geneva.
- ILO (2003)**, Guidelines concerning a statistical definition of informal employment, 7ème ICLS, Genève.
- INS** (2006), *Rapport Principal de l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel, Phase 2 : Enquête sur le Secteur Informel ; Février 2006*, Yaoundé, Cameroun.

- INS** (Institut National de la Statistique) (2011), *Intégration des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel (EESI) dans les comptes nationaux*, Une Publication du Département des Synthèses et des Analyses Economiques, Yaoundé.
- INS** (Institut national de la statistique), (2005), *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005, phase 1 : Enquête sur l'emploi, et phase 2, Enquête sur le secteur informel*, Rapport principal, Yaoundé.
- Islam, R.** (2012), *Macroeconomic Policy, Economic Growth, Employment and Poverty: Issues and Challenges for Viet Nam*, A Concept Paper, Hanoi
- Jütting, J.P. et De Laiglesia, J.R.** (2009b), *Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries, An OECD Development Centre Perspective*, OECD, Paris.
- Jutting, J.P. et De Laiglesia, J.R.** (eds.). (2009a), *L'emploi informel dans les pays en développement. Une normalité indépassable ?*, Paris : OCDE.
- Kelley, B.** (1994), "The informal sector and the macroeconomy: A CGE approach for Peru" *World Development*, Vol. 22, n°9.
- Kremer, M., Lee, J.N. and Robinson, J.M.** (2008), *The Return to Capital for Small Retailers in Kenya : Evidence from Inventories*, Manuscript, Harvard University.
- Lewis, W.** (1954), "Economic Development with Unlimited Supply of Labor", *Manchester School of Economics and Social Studies*, n°2, pp.139-191.
- Lopez Castano, H.** (1989), *Le secteur informel, substitut d'un système d'assurances sociales en Colombie*, Problèmes d'Amérique latine, n°92, la Documentation française, Paris.
- Maloney, W.F.** (2004), "Informality Revisited", *World Development*, vol. 32, n° 7, pp.1159-1178.
- Maurizio, R.** (2012), « Informalité et vulnérabilité en Amérique latine. Cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou », Dans Cling et al. (2012), *L'économie informelle dans les pays en développement*, Conférences & séminaires, N° 6, 366 p.
- McKenzie, D. and Woodruff, C.** (2006), « Do Entry Costs Provide an Empirical Basis for Poverty Traps ? Evidence from Mexican Microenterprises », *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 55, N° 1, pp. 3-42.
- Mestrum, F.** (2004), *Economie informelle et pauvreté*, Intervention au Forum Social Alert.
- Montaud, J.M.** (2000), *Deux approches macroéconomiques du secteur informel en Equateur*, CED, Université de Montesquieu-Bordeaux-IV, France.
- Montaud, JM.** (1999), *Une approche macroéconomique du secteur informel en Equateur. Un essai de modélisation en Equilibre Général Calculable*, Thèse de doctorat, Université Montesquieu Bordeaux IV.
- Nguyen, H.C., Nordman, C.J. and Roubaud, F.** (2011), "Who Suffers the Penalty? A Panel Data Analysis of Earnings Gaps in Vietnam", *Mimeo*, DIAL, Paris.
- Nordman, C.J., Rakotomanana, F. and Roubaud, F.** (2012), *Informal versus Formal: A Panel Data Analysis of Earnings Gaps in Madagascar*, 45 p.
- OIT** (Organisation Internationale du Travail) (1998), *La mesure du sous-emploi*, Rapport I, Seizième Conférence internationale des statisticiens du travail, OIT, Genève, p. 56.
- Packard, T.G.** (2007), "Do workers in Chile choose informal employment? A dynamic analysis of sector choice", *World Bank Policy Research Working Paper*, n°4232.
- Perry, G.E., Maloney, W.F., Arias, O.S., Fajnzylber, P., Mason, A.D. and Saavedra-Chanduvi, J.** (2007), *Informality: Exit and Exclusion*, Washington, D.C.: Banque mondiale.

**Perry, G.E., Maloney, W.F., Arias, O.S., Fajnzylber, P., Mason, A.D. and Saavedra-Chanduvi, J.** (2007), *Informality: Exit and Exclusion*, Washington DC: The World Bank, World Bank Latin American and Caribbean Studies.

**Portes, A., Castells, M. et Benton, L.A.** (1989), *The informal economy studies in advanced and less developed countries*, John Hopkins University Press, Baltimore and London.

**Pradhan, M.** (1995), "Sector Participation Decisions in Labor Supply Models", *LSMS Working Paper*, n°113.

**Razafindrakoto, M. et F. Roubaud (2010)**, "Are International Databases on Corruption Reliable" A Comparison of Expert Opinions Surveys and Household Surveys in Sub-Saharan Africa *World Development*, 38 (8), pp. 1057-1069.

**Razafindrakoto, M. Roubaud, F. et Wachsberger, J-M.** (2012), « Travailler dans le secteur informel : choix ou contrainte ? Une analyse de la satisfaction dans l'emploi au Vietnam, Dans Cling et al. (2012), *L'économie informelle dans les pays en développement*, Conférences & séminaires, N° 6, 366 p.

**Sahn, D.E. and Stifel, D.C.** (2000), « Poverty Comparisons Over Time and Across Countries in Africa », *World Development*, vol. 28, pp. 2123-2155.

**Xenogiani et al.** (2009), "Are all Migrants Really Worse Off in Urban Labour Markets? New Empirical Evidence from China", Working Papers 278, Centre de développement de l'OCDE, Paris (disponible sur Internet: <http://ideas.repec.org/p/oc/devaaa/278-en.html>).

**Walther, R.** (2006), *La formation professionnelle en secteur informel, Rapport sur l'enquête terrain au Cameroun*, Agence Française de Développement, Direction de la Stratégie, Département de la Recherche.

## **8. Les membres de l'équipe**

L'équipe est composée de 4 chercheurs composés de deux hommes et de deux femmes qui entendent apporter leur contribution au débat sur l'entreprenariat et l'emploi informels au Cameroun. Il s'agit de :

NGOUANA KOUDJOU Serges Rodrigue chef d'équipe, âgé de plus de 30 ans de sexe masculin. Ingénieur Statisticien Economiste, Chargé d'études assistant à l'Institut National de la Statistique, Division de la comptabilité nationale. Il bénéficie d'une bonne expérience dans l'analyse de l'informel, en l'occurrence son intégration dans le calcul du PIB au niveau des comptes nationaux. De ce fait, ses préoccupations quotidiennes s'articulent autour de l'élaboration des comptes nationaux. A ce titre, le traitement de l'emploi, de la production et des consommations intermédiaires du secteur informel, occupe une place de choix au sein de ces préoccupations. En ce qui concerne la manipulation des modèles EGC et son logiciel classique d'implémentation qu'est GAMS, il faut dire que NGOUANA KOUDJOU bénéficie également d'une double expérience d'abord dans le cadre de sa formation initiale et celui de la formation continue (module modélisation macroéconomique animé par Dr EMINI) reçue au sein du programme GPE de Yaoundé, avec l'appui financier de l'ACBF. Il convient de

préciser que NGOUANA KOUDJOU est également titulaire d'un Ph.D en économie récemment soutenu, en Juillet 2013, dans le cadre du Programme NPTCI à l'Université de Yaoundé II. Ces qualités font de lui un chef d'équipe habile à diriger ce projet.

NANA DJOMO Jules Médard, est âgé de plus de 30 ans de sexe masculin, Docteur en Economie et Enseignant-Chercheur à l'Université de Yaoundé II-Cameroun, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion. Membre du Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion (CEREG). A cet égard, il a été membre d'équipe du projet « Capital social et entrepreneuriat au Cameroun » financé par le Fond de Recherche pour un Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (FR-CIEA). Ce projet a été coordonné de bout en bout par le Directeur du CEREG, en même temps chef du projet. Le docteur NANA DJOMO a également bénéficié d'autres financements du FR-CIEA dans le cadre des propositions de recherche. En outre, il est l'auteur de plusieurs articles publiés dans des revues scientifiques. Ceci étant, sa qualité de membre pour ce projet est d'un grand atout.

NZEUYANG NZOUCKIO Carine Flore : est une jeune chercheuse âgée de moins de 30 ans, membre de l'équipe. Statisticienne et Economiste, elle travaille à l'Institut National de la Statistique du Cameroun. Elle est titulaire du diplôme d'Ingénieur d'application de la Statistique, d'un Master en Politiques Publiques et Développement de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris et d'un Master en Economie du Travail Appliquée au Développement de Science Po Paris. Mme NZEUYANG a participé de façon active à l'enquête EESI 2010. Précisément, elle a participé d'abord comme superviseur dans la phase de collecte des données, ensuite à la rédaction du rapport principal sur la thématique « Genre et Marché du Travail au Cameroun ». Elle fait également preuve d'une maîtrise des MEGC et du logiciel GAMS pour avoir reçu une formation dans ce sens dans le cadre de sa formation. En somme, elle dispose d'un background intéressant comme membre pour ce projet.

MOUKAM Claudiane Yanick est une jeune chercheuse du Centre d'Etudes et Recherche en Economie et Gestion de l'Université de Yaoundé II (CEREG) âgée de moins de 30 ans. Elle est titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Economie environnementale obtenu à l'Université de Yaoundé II et actuellement doctorante dans ladite université. Elle est également membre du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique/African Economic Research Consortium (CREA/AERC) qui est un réseau de chercheurs qui

collaborent et échangent des idées et meilleures pratiques en matière de recherche. A cet égard, MOUKAM Claudiane Yanick est bien qualifiée comme membre pour ce projet.

## 9. Description et renforcement des capacités de recherche

Les quatre membres de l'équipe disposant d'une expérience de recherche et d'une formation en statistique pour certains sont hautement qualifiés pour concevoir, diriger et analyser cette proposition de recherche. En outre, grâce à leur formation, ils ont la capacité de s'accommoder facilement aux techniques d'analyse énumérées dans la méthodologie, d'autant plus qu'ils ont déjà eu à appliquer des techniques d'analyse dans des études académiques qu'ils ont menées. Toutefois, le chef de l'équipe fait montre d'une grande expérience sur le plan de la recherche scientifique. Ceci étant, on a de bonnes raisons de croire que l'équipe pourra mener à bien ce projet.

Cette étude permettra à ces chercheurs de se mettre à la pointe des méthodes et techniques d'analyse du secteur et de l'emploi informel. Les membres de l'équipe trouvent ainsi l'opportunité d'intégrer pleinement le milieu de la recherche et pourront orienter profondément leur champ d'étude vers l'analyse du secteur et de l'emploi informel. En effet, l'initiative sur la réduction du chômage des jeunes et de la promotion de l'emploi et du secteur formel étant à sa première expérience dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) initié par le gouvernement du Cameroun, ils pourront contribuer à sa réalisation effective.

Les institutions auxquels appartiennent ces chercheurs (Université, MINEPAT, CERE, INS et autres)<sup>8</sup> profiteront de cette recherche scientifique en termes de partage de résultats et seront à même de proposer de nouvelles techniques d'approche pour la lutte contre le chômage des jeunes et la prolifération des emplois indécents du secteur informel.

Le travail sera mené en équipe. Toutefois, nous donnons à titre indicatif une répartition des tâches :

Noms	Tâches
NANA DJOMO Jules Médard	Analyser les relations sur le marché du travail (mobilité intersectorielle de la main d'œuvre) ; Analyser les liens du point de vue des flux des biens et services (marché des biens et services) ;

<sup>8</sup> MINEPAT : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.



	Supervision générale de la rédaction du rapport final Organisation des activités de dissémination des résultats.
NGOUANA KOU DJOU Serges	Construire les matrices de comptabilité sociale (MCS) nécessaire pour implémenter les modèles ; Spécification des modèles Ecrire des modèles dans GAMS, puis simulations ; Production et vérification des résultats ;
NZEUYANG NZOUCKIO Carine Flore	Traitement des enquêtes EESI et ECAM en vue de la désagrégation de la MCS Macro ; Participation à l'écriture des modèles dans GAMS, puis simulations Participation à la production et vérification des résultats ;
MOUKAM Claudiane Yanick	Rédaction du contexte et de la problématique ; Analyser le niveau des revenus, salariaux et non salariaux, dans le secteur informel ; Rédaction des recommandations de politique économique.

### 10. Problèmes éthiques, sociaux, environnementaux ou de genre

Aucun problème majeur d'ordre éthique, social, environnemental ou de genre n'est à signaler.

### 11. Liste des projets passés, actuels soumis dans des domaines connexes impliquant un ou des membres de l'équipe

Institution subventionnaire	Titre du projet	Liste des membres	Membres impliqués
FR-CIEA	Capital Humain, Productivité et Pauvreté : Une application dans le Secteur Agricole au Cameroun (déjà achevé)	NANA DJOMO Jules Médard	NANA DJOMO Jules Médard
FR-CIEA	Capital Social et Entreprenariat au Cameroun (déjà achevé)	NGOA TABI Henri, NANA DJOMO Jules Médard et al.	NANA DJOMO Jules Médard
AERC	Combattre les Risques Aléatoires à travers l'Assurance et la Micro-assurance au Cameroun (en cours)	NANA DJOMO Jules Médard	NANA DJOMO Jules Médard
AFF	Re-outiller le personnel des services de vulgarisation et des organisations de la société civile dans les domaines clés de la science et de la pratique du changement climatique en lien avec les forêts	MOUKAM Claudiane Yanick	MOUKAM Claudiane Yanick